

GUIDE DE **L'AIDE JURIDICTIONNELLE**

22 JANVIER 2020

« DROIT A UN PROCES EQUITABLE... »

Tout accusé a droit notamment à... se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un Avocat d'office lorsque les intérêts de la justice l'exigent ».

(Article 6 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950).



Ce guide, constamment tenu à jour, peut être consulté sur le Site de l'Ordre dans l'espace professionnel.

[Rappel pour se connecter au Site :](http://www.avocats-montpellier.com)

<http://www.avocats-montpellier.com>

- **Identifiant : ordre**
- **Mot de passe : ordre**

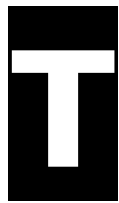


Table des Matières

SOMMAIRE

1. Déontologie de l'Aide Juridictionnelle
2. Les bénéficiaires de l'Aide Juridictionnelle
3. Les ressources retenues
- 3 bis Aide Juridictionnelle sans condition de ressources
4. La constitution du dossier
 - Ch 1 : En matière civile
 - Ch 2 : En matière pénale
- 4 bis Aide Juridictionnelle et transactions
- 4 ter Aide Juridictionnelle Provisoire
- 4 quater - Diligences couvertes par l'Aide Juridictionnelle
5. Instruction des demandes d'AJ par le BAJ
6. Les recours
7. Article 700 CPC – Articles 37 et 75 de la loi du 10 juillet 1991, dépens, postulation, droits de plaidoirie, contribution pour l'aide juridique
8. Exécution des décisions de justice
9. Le retrait de l'Aide Juridictionnelle
10. Le calcul de l'honoraire complémentaire
11. Le paiement
12. Succession d'avocats au titre de l'Aide Juridictionnelle : rétribution

ANNEXES

1. Convention d'honoraires en matière d'aide juridictionnelle partielle
2. Convention d'honoraires en matière d'aide juridictionnelle totale
(retrait art. 36 / 50 de la loi du 10 juillet 1991)
3. Barème d'Aide Juridictionnelle Année 2020
4. Indemnités art. 37 - art. 700 du CPC ou art. 475-1 du Code de Procédure Pénale
Modèle de dispositif de conclusions
5. Barème de rétribution des missions d'aide juridictionnelle (montant moyen)
6. Montant de l'unité de valeur 2020 / TVA

1

Déontologie de l'Aide Juridictionnelle

Un Avocat qui reçoit pour la première fois un client qui semble pouvoir être bénéficiaire de l'Aide Juridictionnelle, doit-il spontanément l'informer de cette possibilité ?

L'Aide Juridictionnelle est un droit résultant de la loi, même si l'article 2 de la loi du 10 juillet 1991 parle simplement de possibilité.

Par ailleurs, l'Avocat est tenu d'exercer sa profession avec délicatesse.

Son Conseil doit être complet, même en ce qui concerne ses honoraires et le coût prévisible d'un procès.

Un Avocat qui reçoit donc pour la première fois un client susceptible de bénéficier de l'Aide Juridictionnelle doit lui faire part de l'existence de cette possibilité.

Art 2 de la loi du 10 juillet 1991

L'Avocat est-il obligé d'accepter un dossier à l'Aide Juridictionnelle ?

Non, un Avocat n'est jamais obligé d'accepter de plaider pour un client au titre de l'Aide Juridictionnelle.

Il doit clairement en informer le client et l'inviter si celui-ci persiste dans son intention de solliciter l'Aide Juridictionnelle à choisir un autre Avocat ou à s'en faire désigner un par le Bâtonnier.

Au demeurant, le décret du 19 décembre 1991 impose l'acceptation écrite de l'Avocat.

Toutefois l'avocat qui prétait son concours, avant que l'aide juridictionnelle ne soit accordée, doit continuer de la lui prêter après, sauf décharge exceptionnelle par le Bâtonnier.

Art. 25 de la loi du 10 juillet 1991 et art 75 du décret du 19.12.1991

En pratique, les bureaux d'Aide Juridictionnelle exigent que le dossier présenté par le demandeur à l'Aide Juridictionnelle porte le tampon de l'Avocat qui a accepté de prêter son concours à ce titre ou que soit jointe une lettre portant acceptation.

Est-il possible à un Avocat plaçant au titre de l'Aide Juridictionnelle de solliciter de son client des honoraires ?

D'une manière générale, à partir du moment où un Avocat a accepté un dossier dans le cadre de l'Aide Juridictionnelle, et jusqu'à ce que le Bureau d'Aide Juridictionnelle ait statué sur celle-ci, l'Avocat doit s'abstenir de solliciter des honoraires, sauf en cas d'aide juridictionnelle partielle probable où une provision peut être versée. Celle-ci doit être déclarée dans le dossier de demande d'AJ.

Art 99. Alinéa 3. du décret du 19 décembre 1991

Ensuite, il convient de distinguer deux cas de figure :

➤ LE CLIENT EST BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE JURIDICTIONNELLE TOTALE

Dans ce cas il est strictement interdit à l'Avocat de réclamer des honoraires à son client.

Au demeurant, si des honoraires avaient été demandés et perçus, la loi prévoit que le montant des sommes versées par le client à son avocat soit déduit de la contribution de l'Etat.

Il a été jugé que constitue une faute disciplinaire le fait de demander des honoraires à un client bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale.

Art 32 et 33 de la loi du 10 juillet 1991

➤ EN CAS D'AIDE JURIDICTIONNELLE PARTIELLE

Dans ce cas, l'Avocat a droit à un honoraire complémentaire librement négocié.

Cet honoraire **doit** faire l'objet d'une convention écrite préalable, communiquée dans les quinze jours de sa signature à peine de nullité au Bâtonnier de l'Ordre des Avocats lequel contrôlera sa régularité ainsi que le montant du complément d'honoraire.

*Art. 35 de la loi du 10 juillet 1991
Voir annexe n° 1*

A compter du 1^{er} janvier 2014, le taux de TVA applicable pour l'honoraire complémentaire est de 20 %

L'Avocat plaissant au titre de l'Aide Juridictionnelle qui a obtenu pour son client une décision lui procurant des ressources importantes peut-il solliciter un honoraire de résultat ?

La loi précise que si la condamnation intervenue en principal et intérêts, procure au bénéficiaire de l'Aide Juridictionnelle des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande il n'aurait pas bénéficié de l'Aide Juridictionnelle, l'Avocat peut demander des honoraires à son client.

Depuis la loi du 18 décembre 1998, cette demande ne peut être formulée qu'après que le Bureau d'AJ a prononcé le retrait de celle-ci (et donc l'Avocat ne peut obtenir le règlement de l'indemnité d'AJ).

Aucun honoraire de résultat n'est dû à défaut de convention d'honoraire préalable même dans le cadre de l'Aide Juridictionnelle Totale.

*Art. 36 de la loi du 10 juillet 1991
et CCass Avis du 27 septembre 1999*

De façon pratique il faut :

- **Établir une convention d'honoraire applicable en cas de retrait de l'Aide Juridictionnelle dès le début de la procédure.**
- **Attendre que la décision soit passée en force de chose jugée.**
- **Demander au Bureau d'AJ de prononcer le retrait de l'Aide Juridictionnelle.**

Voir conventions types proposées par l'Ordre en cas d'aide juridictionnelle totale ou partielle.

Annexe n° 1 et n° 2

Est-il possible au bénéficiaire de l'aide Juridictionnelle de changer d'avocat en cours de procédure ?

Oui, à condition qu'il y ait "une raison légitime" au changement d'Avocat.

On peut supposer que la perte de confiance d'un client en son Avocat constitue une raison légitime, de même qu'un Avocat en désaccord persistant avec son client sur la conduite du procès peut invoquer une raison légitime pour être déchargé de la mission.

Art. 103 du décret du 19 décembre 1991

Quelles sont les incidences du changement d'Avocat sur la rétribution de ceux-ci

Les deux Avocats doivent partager la rétribution due au titre de l'Aide Juridictionnelle. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur le montant de la rétribution revenant à chacun, ils saisissent le Bâtonnier qui tranche la difficulté.

Art. 103 du décret du 19 décembre 1991

L'article 19 du Code de Déontologie (décret n° 2005/790 du 12.07.2005) prévoit que l'avocat qui succède à un confrère intervenant au titre de l'aide juridictionnelle ne peut réclamer des honoraires que si son client a expressément renoncé au bénéfice de celle-ci. Il informe auparavant son client des conséquences de cette renonciation. En outre, il informe de son intervention son confrère précédemment mandaté, le Bureau d'Aide Juridictionnelle et le Bâtonnier.

Les difficultés relatives à la rémunération de l'avocat initialement saisi ou à la restitution par ce dernier des pièces du dossier sont soumises au Bâtonnier.

Art. 19 al. 3 du décret du 12 juillet 2005

2

Les bénéficiaires de l'Aide Juridictionnelle

Qui peut-être bénéficiaire de l'Aide Juridictionnelle ?

Bien entendu les personnes physiques, mais également dans certains cas les personnes morales.

Art. 3 de la loi du 10 juillet 1991

Quelles sont les personnes morales qui peuvent prétendre au bénéfice de l'Aide Juridictionnelle ?

Ce sont les personnes morales à but non lucratif ayant leur siège en France et ne disposant pas de ressources suffisantes.

En pratique, il s'agit pour l'essentiel d'associations. (Formulaire spécial disponible au Bureau d'Aide Juridictionnelle).

Quelles sont les personnes physiques qui peuvent bénéficier de l'Aide Juridictionnelle ?

Il s'agit :

- des Français,
- des ressortissants des Etats membres de la CEE, les étrangers résidant habituellement et régulièrement en France,
- des étrangers non résidents dont la situation apparaît au BAJ digne d'intérêt.

Y a-t-il des exceptions ?

Oui, elles sont prévues à l'article 3 de la loi du 10 juillet 1991.

En particulier, la condition de résidence des étrangers n'est pas prévue en matière pénale, ni dans certaines procédures prévues dans l'ordonnance de 45.

Un mineur peut-il bénéficier de l'Aide Juridictionnelle ?

Bien sûr, et en particulier le mineur qui est entendu dans toute procédure le concernant et qui choisit de bénéficier d'un Avocat bénéficie également de l'Aide Juridictionnelle.

Art. 9. 1 de la loi du 10 juillet 1991

Conditions d'attribution de l'aide juridictionnelle aux mineurs

Les ressources des parents ne sont pas prises en compte s'il existe entre le mineur et eux eu égard à l'objet du litige une divergence d'intérêts ou si lorsque la demande concerne l'assistance d'un mineur en application de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante se manifeste un défaut d'intérêt à l'égard du mineur des personnes vivant habituellement à son foyer.

Art. 1^{er} de l'ordonnance du 08.12.2005 modifiant l'art. 5 de la loi du 10 juillet 1991

Provision ad-litem

Pensez avant de demander ou de faire demander l'aide juridictionnelle par vos clients, qu'une provision ad-litem peut être obtenue dans certaines procédures (divorce, succession, partage, par exemple) pour permettre à votre client de payer les honoraires d'avocat.

Existence d'un contrat de protection juridique

Le décret n° 2008-1324 du 15 décembre 2008 relatif à la prise en charge au titre de l'aide juridictionnelle des frais non couverts par un dispositif de protection juridique modifie le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ainsi que l'article 17 du Règlement Type pris pour l'application de l'article 29 de la loi du 10 juillet 1991.

Publié au Journal Officiel du 17 décembre 2008, il s'applique à compter du **1er mars 2009**.

Les principales modifications sont les suivantes :

- L'aide juridictionnelle ne prend pas en charge les frais couverts par un contrat d'assurance de protection juridique ou un autre système de protection mentionné à l'article 2 de la loi du 10 juillet 1991. Le cas échéant, la part des frais ainsi couverts vient en déduction des sommes avancées par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle.
- Lors du dépôt de sa demande d'aide juridictionnelle, le requérant doit préciser s'il dispose d'un ou plusieurs contrats d'assurance de protection juridique ou d'un autre système de protection couvrant la rémunération des auxiliaires de justice et les frais afférents au différend pour lequel le bénéfice de l'aide est demandé.
- Il doit joindre à cette demande, entre autres justificatifs listés par l'article 34 du décret du 19 décembre 1991, la justification de l'assurance de protection juridique ou du système de protection dont il a déclaré le bénéfice par la production du tout document approprié ainsi que la décision de prise en charge ou de non prise en charge notifiée, selon le cas, par l'assureur à la suite de la déclaration de sinistre ou par l'employeur, précisant le montant des plafonds de garantie et de remboursement des frais, émoluments et honoraires couverts.
- La décision de l'assureur soit être établie selon le modèle fixé par arrêté du 27 février 2009.
- La décision d'aide juridictionnelle doit, entre autres mentions, faire figurer le plafond de remboursement des frais, émoluments et honoraires couverts par un contrat d'assurance de protection juridique ou par un autre système de protection lorsque ce plafond est inférieur à la contribution de l'Etat pour la rétribution de l'avocat ou des officiers publics ou ministériels.
- Les honoraires ou émoluments, ainsi que les provisions, versés par le bénéficiaire avant l'admission à l'aide juridictionnelle et pris en charge en application d'un contrat de protection juridique, viennent en déduction :
 - * de la contribution de l'Etat en cas d'aide juridictionnelle totale,
 - * de l'honoraire complémentaire versé par le bénéficiaire et de la contribution de l'Etat pour le surplus éventuel, en cas d'aide juridictionnelle partielle.
- Sur demande de l'avocat, l'attestation de mission sera délivrée par le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction saisie si le plafond de remboursement des honoraires ou émoluments couverts par un contrat de protection juridique ou par un autre système de protection est inférieur à la contribution de l'Etat. L'avocat doit justifier des honoraires ou émoluments dus par l'assureur et l'attestation de mission doit mentionner leur montant.
- Dès lors, en application des dispositions prévues par l'article 17 du Règlement Intérieur pour le paiement de l'attestation de mission, la CARPA doit procéder, le cas échéant, à la déduction :
 - 1° Des provisions versées par le client, telles qu'elles sont indiquées dans la décision rendue par le Bureau d'Aide Juridictionnelle conformément aux dispositions de l'article 102 du décret du 19 décembre 1991 précité ; en cas d'admission à l'aide juridictionnelle partielle, la provision versée par le client est déduite de l'honoraire complémentaire et, le cas échéant, pour le solde, de la contribution due par l'Etat ; à cet effet, l'avocat doit remettre au préalable la convention d'honoraires ;
 - 2° Des provisions versées à l'Avocat par la CARPA ;
 - 3° Des sommes recouvrées sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et mentionnées sur l'attestation de mission délivrée par le greffe ou le secrétariat de la juridiction.
 - 4° Des sommes versées au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique ou d'un autre système de protection telles qu'elles sont indiquées dans l'attestation de mission, conformément aux dispositions de l'article 102 du décret du 19 décembre 1991 précité.

En résumé, l'aide juridictionnelle n'est pas accordée lorsque les frais couverts par cette aide sont pris en charge au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique ou d'un système de protection (art. 2 nouveau de la loi du 10 juillet 1991).

Ainsi faudra-t-il systématiquement interroger les justiciables susceptibles de bénéficier de l'AJ sur l'existence ou non d'un contrat d'assurance de protection juridique et le cas échéant demander aux justiciables une attestation sur l'honneur de non souscription d'un contrat de protection juridique.

3

Les ressources retenues

Qu'entend-on par ressources ?

Il ne s'agit pas bien entendu des seuls revenus tirés de l'activité salariée ou non du demandeur.

L'article 5 de la Loi précise en effet :

"Sont prises en considération les **ressources de toute nature** dont le demandeur a directement ou indirectement la jouissance ou la libre disposition."

Il en résulte que le Bureau d'Aide Juridictionnelle prendra en compte l'existence :

- de revenus mobiliers révélant l'existence d'un portefeuille,
- de revenus tirés de la location de biens immeubles,
- des éléments extérieurs du train de vie.

De même, le Bureau d'Aide Juridictionnelle pourra refuser le bénéfice de celle-ci à un justiciable qui possède des immeubles ou des biens meubles, sauf si ceux-ci ne peuvent être vendus ou donnés en gage sans entraîner un trouble grave pour l'intéressé.

De façon pratique, le Bureau d'Aide Juridictionnelle ne tiendra pas compte de l'existence d'un immeuble d'habitation dans lequel le demandeur à l'Aide Juridictionnelle réside.

Par contre, si le demandeur possède une propriété qui n'est pas sa résidence principale et dont il pourrait tirer des revenus, le Bureau d'Aide Juridictionnelle peut lui refuser le bénéfice de celle-ci.

Les prestations familiales sont-elles considérées comme des ressources ?

Pour la plupart d'entre elles, non.

De l'allocation pour Jeune Enfant, des Allocations Familiales, du Complément Familial, de l'Allocation Logement, de l'Allocation d'Éducation Spéciale, de l'Allocation de Soutien Familial, de l'Allocation de Rentrée Scolaire, de l'Allocation Parent Isolée, de l'Allocation Parentale d'Éducation et de l'Allocation d'Adoption., l'APL et l'ALS.

Mettant le 4^{ème} alinéa de l'article 4 de la loi n° 91-647 en conformité avec les évolutions législatives relatives aux minima sociaux, l'art. 42 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, s'agissant des sources de revenus pouvant être prises en compte pour l'admission à l'aide juridictionnelle :

- supprime l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et la remplace par l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA),
- supprime le revenu minimum d'insertion (RMI) et le montant forfaitaire visé à l'article L 262-2 du CASF (ancien RSA socle) et les remplace pour le revenu de solidarité active (RSA).

Ces modifications sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et du revenu de solidarité active (RSA) sont dispensés de justifier l'insuffisance de leurs ressources.

Il est également précisé que la prime d'activité est exclue du calcul des ressources.

*Art. 2 du décret du 19 décembre 1991,
Art. 2 du décret du 5 septembre 2003
Art. L 511. 1 du code de la Sécurité Sociale*

Doit-on prendre en compte les ressources du seul demandeur à l'Aide Juridictionnelle ?

Non. Il ressort de l'alinéa 3 de l'article 5 de la loi que l'on retient les ressources du conjoint du demandeur à l'Aide Juridictionnelle ainsi que celles des personnes vivant habituellement à son foyer.

Cela comprend évidemment

- le concubin,
- les enfants mineurs ou majeurs ayant des revenus,
- les ascendants qui vivent au foyer.

(voir le cas particulier de l'AJ aux mineurs ci-dessus)

Que se passe-t-il dans le cas de divorce ou de conflit entre ces personnes ?

Bien entendu, la règle énoncée ci-dessus ne s'applique pas lorsqu'il existe un conflit entre les personnes vivant au sein du foyer (par exemple, enfants parents) ou en cas de divorce. Dans ce cas précis, ce sont les revenus du seul demandeur qui sont pris en compte.

Qu'entend-on par vivant habituellement au foyer ?

La notion de foyer et la notion d'habitude de vie posent quelques difficultés, notamment dans le cas des procédures de divorce où le demandeur à l'Aide Juridictionnelle a pu être recueilli par ses parents ou par des amis.

En pratique la solution est la suivante

Soit il y a rattachement au foyer fiscal, notamment dans la déclaration de revenus, et dans ce cas bien évidemment les ressources de toutes les personnes rattachées à un seul foyer fiscal seront retenues.

Sinon, dans le cas de personnes hébergées par des tiers ou par leurs parents, le Bureau d'Aide Juridictionnelle peut réintégrer dans les ressources du demandeur une somme correspondant à un avantage en nature, lorsque par ailleurs il estime que les ressources propres du demandeur lui permettent d'assurer sa subsistance.

Quel est le plafond de ressources ?

Ceux-ci sont fixés chaque année par la Loi de Finances en référence à l'évolution de la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu.

*Voir barème actuellement applicable
en annexe n ° 3*

Y a-t-il des correctifs pour charges de famille ?

Oui, ils sont également prévus par la Loi de Finances chaque année.

Voir annexe n ° 3

Quelles sont les personnes qui sont considérées comme à charge ?

Il s'agit :

- des enfants mineurs, ou âgés de moins de 25 ans qui poursuivent des études, ou lorsqu'il s'agit d'un enfant handicapé sous certaines conditions,
- le concubin ou le conjoint sans ressources propres,
- les ascendants vivant au foyer sous certaines conditions de ressources.

Art. 4 du décret du 19 décembre 1991

Quelle est la période de référence ?

Les ressources prises en compte sont celles de la dernière année civile écoulée.

Art. 1 du décret du 19 décembre 1991

Y a-t-il des exceptions ?

Oui, quant au plafond des ressources. Le BAJ peut accorder l'aide aux personnes ne remplissant pas les conditions de ressources dès lors que la situation apparaît comme particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges du procès (ex. : pratique des BAJ en matière de contamination post-transfusionnelles).

Art. 6 de la loi du 10 juillet 1991

Il peut être tenu compte des ressources de l'année civile en cours lorsqu'il y a eu un changement de situation le justifiant.

Art. 1 al 2 du décret du 19 décembre 1991

Rappel : Quel que soit le montant des ressources, l'aide juridictionnelle ne sera pas accordée si les frais couverts par cette aide sont pris en charge au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique ou d'un système de protection.

3 bis

A. J. sans

condition de ressources

GARDE A VUE et RETENUE DOUANIERE

La CARPA procède au règlement revenant à l'avocat au vu de « l'imprimé CERFA » en original dûment complété et signé par le Bâtonnier et les autorités de police ou de gendarmerie compétentes.

- 61 € : uniquement entretien avec la personne gardée à vue au début de la garde à vue ou entretien de la prolongation,
- 300 € : entretien + audition(s) et confrontation(s) au cours des 24 premières heures. C'est une rétribution forfaitaire non cumulable avec celle de 61 € prévue pour l'entretien
- 150 € : entretien + audition(s) et confrontation(s) pendant la prolongation. Ce forfait est dû pour chaque mesure de prolongation mais non cumulable avec celui de 61 € prévu pour l'entretien
- 150 € : assistance des victimes lors des confrontations avec la ou les personnes gardées à vue quel que soit le nombre de confrontations.

Précisions :

1° - Aucune majoration de nuit ou de déplacement n'est prévue,

2° - La rétribution de l'avocat ayant accompli plusieurs interventions par période de 24 heures, quel que soit le nombre d'interventions réalisées, ne pourra pas excéder 1 200 €. Ce plafond s'applique à la rétribution due pour les missions achevées au cours des dernières 24 heures.

3° - Enfin, comme en matière d'aide juridictionnelle, en cas de changement d'avocat désigné d'office pendant une mission d'assistance, il n'est dû qu'une seule contribution de l'Etat qui est allouée au dernier avocat, à charge pour lui de la partager avec le ou les avocat(s) qui sont également intervenus précédemment.

(décret n° 2011-810 du 6 juillet 2011
& circulaire d'application de la Chancellerie en date du 12 juillet 2011)

Aucun dossier ne doit être déposé.

RETENUE AUX FINS DE VERIFICATION DU DROIT DE CIRCULATION OU DE SEJOUR

La CARPA procède au règlement revenant à l'avocat au vu de « l'imprimé CERFA » en original dûment complété et signé par le Bâtonnier et les autorités de police ou de gendarmerie compétentes.

- 61 € : pour l'entretien seul avec la personne étrangère placée au début de la mesure de retenue pour vérification,
- 150 € : pour l'entretien au début de la mesure et l'assistance de l'étranger retenu au cours de ses auditions

Aucun dossier ne doit être déposé.

PENSIONS MILITAIRES

Le barème de la contribution de l'Etat à la rétribution des missions d'aide juridictionnelle devant les juridictions des pensions résulte de l'article 8 du décret modifié n° 59-327 du 20 février 1959 (*décret modificatif : n° 2001-728 du 31 juillet 2001*)

La rétribution de l'avocat est de 20 UV HT.

La déclaration de ressources n'est pas à remplir et ne sont pas à produire la justification de la situation familiale, de la nationalité ou de la régularité de séjour.

Un dossier d'AJ doit être déposé.

MEDIATION PENALE

Le barème de la contribution de l'Etat à l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la médiation pénale, au cours de la composition pénale ou au cours de la mesure prévue par l'article 12-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 résulte de *l'article 42 du décret du 14 juin 2001*.

La rétribution due est versée après remise de la décision d'admission le désignant et d'une attestation de mission délivrée par le Procureur de la République.

La rétribution de l'avocat est de 46 € HT.

Elle est exclusive de toute autre rémunération.

Un dossier d'AJ doit être déposé.

PRETOIRE (Assistance aux Détenus)

La rétribution due à l'avocat ayant accompli une mission d'assistance à une personne détenue dans le cadre d'une procédure disciplinaire en relation avec sa détention est versée contre la remise à la CARPA d'une attestation visée par le Président de la Commission de Discipline et par le Bâtonnier.

Le montant de la rétribution est de 88 € HT.

Aucun dossier ne doit être déposé.

Il en va de même de l'avocat assistant une personne détenue faisant l'objet d'une mesure d'isolement d'office ou de prolongation de cette mesure, ou de l'avocat assistant une personne détenue placée à l'isolement à sa demande et faisant l'objet d'une levée sans son accord de ce placement (nouvel art. 64-3 de la loi du 10 juillet 1991).

AUDITION D'UN ENFANT DEVANT LE JAF

L'AJ est de droit lorsque l'enfant n'est pas partie au procès.

Une AFM est directement délivrée par le greffier en cas d'audition de l'enfant ou éventuellement de demande d'audition de l'enfant. Elle est à adresser aux services de la CARPA aux fins de règlement.

Aucun dossier d'AJ ne doit être déposé.

DEFENSE PENALE DES MINEURS

En matière de défense pénale des mineurs, la présence de l'avocat est obligatoire. Même si les parents refusent l'assistance d'un avocat pour leur enfant, il en sera désigné un d'office.

Les ressources des parents ne sont pas prises en compte s'il existe entre le mineur et eux eu égard à l'objet du litige une divergence d'intérêts ou si lorsque la demande concerne l'assistance d'un mineur en application de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante se manifeste un défaut d'intérêt à l'égard du mineur des personnes vivant habituellement à son foyer.

Art. 1^{er} de l'ordonnance du 08.12.2005 modifiant l'art. 5 de la loi du 10 juillet 1991

Un dossier d'AJ doit être déposé.

VICTIMES DE CERTAINES INFRACTIONS

Le décret du 2 avril 2003 prévoit des mesures d'amélioration de l'accès à la justice pour les victimes ainsi que des dispositions particulières pour les victimes des atteintes les plus graves.

L'article 65 de la loi d'orientation et de programmation pour la justice a inséré dans la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique un article 9-2 prévoyant que la condition de ressources n'est pas exigée des victimes d'atteintes volontaires à la vie ou à l'intégrité de la personne visés et réprimés par les articles 221-1, 222-1 à 222-6, 222-8, 222-10, 222-14 (1^o et 2^o), 222-23 à 222-26 (1^o) et 421-3 (1^o à 4^o) du Code Pénal, ainsi que leurs ayants droit, pour bénéficier de l'aide juridictionnelle en vue d'exercer l'action civile en réparation des dommages résultant des atteintes à la personne.

Le droit à l'aide juridictionnelle sans condition de ressources pour les victimes de ces crimes, vaut pour les procédures devant les juridictions pénales (instruction et jugement), ainsi que pour celles devant les commissions d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI).

Les victimes de crimes d'atteintes volontaires à la vie ou à l'intégrité des personnes visés par l'article 9-2 de la loi du 10 juillet 1991 ainsi que leurs ayants droit, qui forment une demande en vue d'exercer l'action civile en réparation des dommages résultant des atteintes à la personne sont dispensés de joindre les documents relatifs aux ressources.

(article 5 du décret du 2 avril 2003).

L'avocat désigné par le Bâtonnier pour assister une victime d'un crime visé par l'article 9-2 de la loi du 10 juillet 1991 ou l'un de ses ayants droit est dispensé de fournir les indications et pièces relatives aux ressources de son client ; il doit produire l'avis à victime ou l'ordonnance du juge d'instruction.

(article 6 du décret du 2 avril 2003)

Un dossier d'AJ doit être déposé.

4

La constitution du dossier

CHAPITRE 1 : EN MATIERE CIVILE

Quels sont les documents qui doivent être joints au dossier d'Aide Juridictionnelle ?

Le Bureau d'Aide Juridictionnelle a établi une liste exhaustive des documents dont il souhaite avoir copie. Leur production permettra un examen rapide du dossier.

Une convention relative aux demandes d'aide juridictionnelle déposées par les avocats et à leur traitement par le Bureau d'Aide Juridictionnelle a été signée par le Barreau. Elle est consultable sur le site de l'Ordre.

L'objectif est d'amener l'avocat à déposer des dossiers d'aide juridictionnelle dûment complétés et accompagnés des pièces adéquates.

En contrepartie, le greffe s'engage à traiter plus rapidement les dossiers.

CHAPITRE 2 : EN MATIERE PENALE

Est-il possible d'obtenir l'Aide Juridictionnelle en matière pénale ou n'est-il possible d'intervenir que dans le cadre de la commission d'office ?

La commission d'office est réservée au seul prévenu et n'implique pas automatiquement le bénéfice de l'aide juridictionnelle. L'avocat est désigné d'office par le Bâtonnier.

La partie civile doit donc procéder comme en matière civile et obtenir l'Aide Juridictionnelle, qu'elle ait choisi son avocat ou qu'il lui ait été désigné.

Cela étant en matière criminelle la partie civile n'a pas de justificatif de ressources à fournir à l'appui de sa demande d'aide juridictionnelle (art. 37 du décret du 19 décembre 1991).

De plus, la commission d'office est prévue par les textes dans des cas limitatifs, en matière criminelle et également lors de l'audience correctionnelle lorsque le prévenu demande à être assisté et n'a pas fait au préalable choix d'un Avocat.

De ce fait, il est parfaitement admissible et même fréquent qu'un Avocat, consulté dans un délai suffisant par un prévenu souhaitant bénéficier de l'Aide Juridictionnelle, dépose un dossier d'Aide Juridictionnelle et non les formulaires prévus dans le cadre de la désignation d'office.

Le dossier devra être accompagné des mêmes pièces qu'en matière civile.

Allègement des justificatifs de ressources à produire par l'avocat commis ou désigné d'office

L'avocat commis ou désigné d'office peut, dans les cas prévus par la loi, saisir le BAJ compétent au lieu et place de la personne qu'il assiste ou qu'il a assisté et fournit les indications utiles sur les ressources de son client ainsi que les pièces que celui-ci lui a données ou remises à l'appui de sa demande.

En pratique, lors de procédures pénales dites « urgentes » (comparution immédiate, présentation devant le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention), il est difficile, voire impossible pour l'avocat de fournir de tels justificatifs.

L'article 37 du décret du 19 décembre 1991 dans sa rédaction issue du décret du 30 juillet 2007 permet désormais à l'avocat de fournir au BAJ une attestation établie à sa demande par le greffe relative aux déclarations faites par le prévenu à l'audience sur sa situation économique (ressources, patrimoine, prestations sociales perçues) et sa situation familiale (marié, célibataire, pacsé, mineur).

Cette attestation, sur imprimé spécifique, est remise à l'avocat au plus tard lors de la délivrance de l'attestation de mission.

4 bis Aide Juridictionnelle et transactions

Peut-on demander l'aide juridictionnelle en vue d'une transaction avant tout procès ?

Oui, et en ce cas l'intervention de l'avocat sera indemnisée que la transaction intervienne ou échoue (art. 118-6 du décret du 19 décembre 1991)

Peut-on être indemnisé en cas d'aide juridictionnelle pour une procédure quand une transaction intervient ?

Oui, que ce soit avant tout procès (art. 118-6 dernier alinéa du décret du 19 décembre 1991) ou que ce soit en cours de procédure après homologation (art. 110 du décret du 19 décembre 1991).

Peut-on être indemnisé en cas d'aide juridictionnelle pour une procédure si une transaction échoue ?

Oui

En cas d'échec de la transaction doit-on déposer une nouvelle demande d'AJ pour intenter une procédure ?

Si après échec de la transaction une procédure est intentée, une nouvelle demande d'aide juridictionnelle doit être faite signalant la première et l'indemnité à recevoir par l'avocat sera réduite de l'indemnité reçue dans le cadre de l'AJ pour transaction (art. 118-8 du décret du 19 décembre 1991)

4 ter Aide Juridictionnelle provisoire

En cas d'urgence, l'aide juridictionnelle provisoire peut être accordée soit par la juridiction devant laquelle le procès est porté, soit par le Bureau d'Aide Juridictionnelle.

Il est prudent de faire signer une convention d'honoraires par le client au cas où l'aide juridictionnelle serait rejetée.

En cas d'obtention de l'aide juridictionnelle, cette convention sera bien entendu sans effet.

4 quater Diligences couvertes par l'Aide Juridictionnelle

Quelles sont les diligences couvertes par l'Aide Juridictionnelle ?

Toutes les diligences postérieures au dépôt du dossier de demande d'aide juridictionnelle.

Il est rappelé qu'en ce qui concerne les diligences antérieures au dépôt du dossier d'aide juridictionnelle, si elles ont fait l'objet d'une rémunération ou d'une provision (ce qui n'est pas conseillé), ces sommes doivent être déclarées dans le dossier de demande d'aide juridictionnelle et seront déduites de l'indemnité à percevoir de l'Etat.

(art. 102 du décret du 19 décembre 1991)

5

Instruction des demandes d'AJ par le BAJ

Instruction des demandes incomplètes

Délai de production des pièces manquantes

Le décret du 26 juillet 2007 encadre le délai de production de pièces manquantes.

En présence d'un dossier incomplet, le délai imparti au demandeur ne peut excéder deux mois. Suivant la nature des pièces manquantes ou des délais de procédure, le BAJ a toute latitude pour fixer un délai d'une durée inférieure.

Le délai de réponse doit être notifié au demandeur dans la notification des demandes des documents manquants.

Le point de départ de ce délai court à compter de la réception de la demande par l'intéressé.

Sanction du défaut de production, dans le délai, des pièces demandées

Si le demandeur ne produit pas les pièces ou renseignements demandés dans le délai imparti, le BAJ constate la caducité de la demande d'aide juridictionnelle.

Il s'agit d'une sanction de plein droit qui ne peut être écartée par le BAJ même si l'intéressé justifie a posteriori d'un motif légitime ou produit les documents ou renseignements demandés hors délai.

Nota : En l'absence de preuve de la réception de l'injonction du BAJ par l'intéressé, le point de départ du délai de production ne peut être connu et partant, la caducité de la demande d'AJ ne peut être constatée.

La décision de caducité n'est pas susceptible de recours.

Effets de la décision de caducité

- Sur la demande d'aide juridictionnelle

Lorsque le BAJ constate la caducité, la demande d'aide est inopérante. Cette décision ne peut pas faire l'objet d'un recours.

Le demandeur peut toutefois présenter, pour la même action en justice, une nouvelle demande en produisant à nouveau les pièces nécessaires, sous réserve que les délais d'action ne soient pas expirés.

Les effets juridiques attachés au dépôt du dossier prennent effet à compter de la nouvelle demande.

- Sur le délai d'action en justice et l'exercice des voies de recours

La nouvelle rédaction de l'article 38 du décret du 19 décembre 1991, dispose que la demande d'aide juridictionnelle cesse de produire son effet interruptif à compter « de la notification de la décision constatant la caducité de la demande ».

Pour les procédures en appel, le dispositif demeure : la demande d'aide juridictionnelle n'interrompt ni ne suspend le délai d'appel. La notification de la décision de caducité n'a donc pas d'incidence.

6 Les recours

Titulaires du droit de recours

Celui-ci peut être exercé par :

- Le demandeur à l'aide juridictionnelle
- Le ministère public auprès de la section ou de la division du bureau qui a rendu la décision,
- Le Garde des Sceaux pour les recours intentés contre les décisions du bureau institué près le Conseil d'Etat,
- Le Bâtonnier ou le Président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation

Décisions susceptibles de recours

Le demandeur de l'aide peut exercer un recours « lorsque le bénéfice de cette aide lui a été refusé, ne lui a été accordé que partiellement ou lorsque ce bénéfice lui a été retiré » (la décision constatant la caducité n'est pas susceptible de recours).

Les autres titulaires du droit de recours peuvent en outre contester les décisions d'admission à l'aide totale.

Cas particulier : la décision du BAJ affectée d'une erreur ou d'une omission matérielle ne peut être déférée par l'intéressé devant l'autorité de recours (seules les décisions de rejet, de retrait ou d'admission partielle peuvent faire l'objet d'un recours).

Les décisions en matière d'AJ ayant le caractère de décisions d'administration judiciaire peuvent être modifiées ou rapportées par leur auteur lorsqu'elles sont affectées d'une erreur ou d'une omission matérielle.

Figurent au nombre des erreurs ou omissions pouvant être rectifiées, l'erreur portant sur la désignation d'une partie ou la mention de la procédure pour laquelle l'aide est accordée (les droits acquis de l'intéressé ne peuvent être modifiés par le BAJ en se livrant à une nouvelle appréciation des ressources).

Délais de recours

Le délai ouvert au requérant est de 15 jours à compter du jour de la notification de la décision à l'intéressé. Ce délai est ramené à 8 jours lorsque la contestation est portée devant le BAJ de la Cour Nationale du Droit d'Asile

Autorités de recours

- Le Premier Président de la Cour d'Appel tranche les recours formés contre :
 - Les décisions du BAJ établis au siège des TGI du Ressort de cette Cour,
 - Les décisions des sections statuant sur les demandes portées ou susceptibles d'être portées devant les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire, la Cour d'Assises ou la Cour d'Appel,
 - Les décisions des Présidents de ces BAJ.
- Le Président de la Cour Administrative d'Appel statue sur les recours formés contre :
 - Les décisions des sections chargées d'examiner les demandes relatives aux affaires portées, ou susceptibles d'être portées, devant les Tribunaux Administratifs ou devant les autres juridictions administratives statuant en premier ressort, à l'exception du Conseil d'Etat,
 - Les décisions des sections chargées d'examiner les demandes relatives aux affaires portées, ou susceptibles d'être portées, devant la Cour Administrative d'Appel et les autres juridictions administratives statuant à charge de recours devant le Conseil d'Etat,
 - Les décisions des Présidents de ces sections.

Modalités

L'intéressé doit adresser sa déclaration au BAJ qui a rendu la décision contestée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou la déposer à ce même BAJ contre récépissé.

Le recours doit, à peine de rejet, contenir l'exposé des faits et motifs sur lesquels il est fondé.



Article 700 du CPC, Articles 37 et 75 de la loi du 10 juillet 1991 Dépens, Postulation, Droits de plaidoirie, Contribution pour l'aide juridique

Peut-on solliciter un article 700 du CPC lorsque l'on intervient au titre de l'Aide Juridictionnelle ?

Incontestablement oui, que le justiciable soit bénéficiaire de l'AJ totale ou partielle **mais cette somme reviendra au bénéficiaire de l'AJ.**

Art 37, loi du 10 juillet 1991

Art. 75, loi du 10 juillet 1991

Art. 700 NCPC

L'Avocat peut il conserver le montant de cet article 700 du CPC ?

Art. 700 du CPC modifié par décret du 29.12.2013

NON

En effet, l'application de l'article 700 du CPC permet au bénéficiaire de l'AJ d'être indemnisé des frais qu'il a exposés et qui ne relèvent, compte tenu de leur nature, ni des dépens pris en charge au titre de l'AJ, ni de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, examiné ci-dessous.

Ces frais peuvent correspondre par exemple :

- aux honoraires et provisions versés par le bénéficiaire de l'AJ avant l'admission à l'aide juridictionnelle totale (ces sommes doivent être obligatoirement déclarées dans le dossier de demande d'aide juridictionnelle)
- aux honoraires versés à l'avocat avant l'admission à l'AJ partielle (ces sommes doivent être obligatoirement déclarées dans le dossier de demande d'aide juridictionnelle)
- aux frais irrépétibles (frais de déplacement engagés par le bénéficiaire de l'AJ pour se rendre à l'audience par exemple...)

La demande présentée par le bénéficiaire de l'AJ au titre de l'article 700 n'empêche pas l'avocat du bénéficiaire de l'AJ de présenter une demande spécifique au titre de l'article 37.

Voir annexe Développement et dispositif type de conclusions (Annexe n° 5)

Recouvrement des émoluments par les auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif

A - Les auxiliaires de justice rémunérés selon un tarif peuvent, en application du premier alinéa de l'article 37, renoncer à percevoir la part contributive de l'Etat pour percevoir le montant des émoluments.

Le délai de renonciation est fixé à quatre mois par l'article 108 du décret du 19 décembre 1991.

L'indemnité allouée par le juge à l'avocat sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991

(Note du Ministère de la Justice du 28 janvier 2014 d'application immédiate)

Au cours de l'année 2013, l'aide juridictionnelle a fait l'objet d'une évaluation par l'Inspection générale des services judiciaires dans le cadre de la modernisation de l'action publique.

Les mesures présentées par le rapport de l'Inspection en novembre 2013, ont fait l'objet d'un diagnostic et plusieurs d'entre elles, de nature législative, ont recueilli un large consensus permettant **leur mise en oeuvre immédiate** dans le cadre de la loi de finances pour 2014 et le décret n° 2013-1280 du 29 décembre 2013.

L'article 28 de la loi de finances pour 2014 adapte les dispositions de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 pour rendre plus attractif son mécanisme.

I - Adaptation du dispositif de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991

Le dispositif de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 permet, en toute matière, à l'avocat intervenant au titre de l'aide juridictionnelle de demander à la juridiction la condamnation de la partie tenue au dépens ou perdante et ne bénéficiant pas de cette aide à lui verser une indemnité au lieu et place de la rétribution de l'Etat. Si le juge accepte cette demande, il fixe le montant de l'indemnité, celle-ci devant correspondre aux honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide.

Malgré l'ordonnance du 8 décembre 2005 qui précisait le contenu de l'indemnité prévue par l'article 37 et le délai de recouvrement de l'indemnité allouée à l'avocat du bénéficiaire de l'AJ porté à 12 mois, la mise en oeuvre de ce dispositif est restée limitée.

Le rapport de la MAP préconise donc le renforcement de la mobilisation des juges et des avocats, l'inscription du dispositif sous le code de procédure civile et l'instauration du principe selon lequel l'indemnité fixée par le juge, au regard des diligences effectuées, est supérieure à la contribution de l'Etat.

1° - Instauration d'un montant minimum

Dans sa rédaction issue de l'article 128 de la loi de finances pour 2014, l'indemnité allouée par le juge à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle correspond désormais à *"une somme qu'il détermine et qui ne saurait être inférieure à la part contributive de l'Etat"*.

Il appartient à l'avocat de demander au juge cette indemnité en justifiant de sa demande et en précisant le montant de la part contributive de l'Etat dont le montant moyen par type de procédure est annexé à la présente.

2° - Pouvoir d'appréciation du juge

Alignée sur la solution dégagée pour la détermination des frais irrépétibles (art. 700 du CPC), la nouvelle rédaction de l'article 37 confie au juge un rôle central dans la détermination du montant de l'indemnité. En effet, cette rédaction prévoit que *"le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie*

condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation."

Par cette nouvelle rédaction, le législateur a souhaité **systematiser l'application du dispositif de l'article 37** lorsque la partie qui succombe n'est pas bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.

3° - Allongement du délai de recouvrement de l'indemnité allouée

Par cohérence avec le délai de prescription de droit commun de l'exécution des décisions de justice, égal à 10 ans, l'article 128 de la loi de finances pour 2014 abroge le délai de prescription de 12 mois, opposable à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle pour recouvrer l'indemnité allouée par le juge à son profit.

Le délai de 12 mois ouvert à l'avocat, à compter du jour où la décision allouant l'indemnité de l'article 37 est passée en force de chose jugée, pour demander tout ou partie de la part contributive de l'Etat, est inchangé.

Ainsi l'avocat qui n'a pas sollicité la délivrance d'une attestation de mission à l'expiration de ce délai est réputé avoir renoncé à la part contributive de l'Etat.

Il est rappelé que lorsque le juge fait droit à la demande d'indemnité présentée sur le fondement de l'article 37 de la loi, le greffier ne délivre pas l'attestation de mission au moment du prononcé de la décision ou lors de la remise d'une expédition.

L'attestation de mission sera établie ultérieurement sur demande expresse de l'avocat.

4° - Modification des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile

Afin d'assurer une large connaissance du dispositif de l'article 37 par les acteurs du monde judiciaire, le décret du 29 décembre 2013 en inscrit les dispositions sous l'article 700 du CPC ainsi rédigé :

"le juge condamne la partie tenue aux dépens ou qui perd son procès à payer :

1° - A l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens,

2° - Et, le cas échéant, à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle ou totale une somme au titre des honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. Dans ce cas, il est procédé comme il est dit aux alinéas 3 et 4 de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991.

Dans tous les cas, le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à ces condamnations. Néanmoins, s'il alloue une somme au titre du 2° du présent article, celle-ci ne peut être inférieure à la part contributive de l'Etat."

Désormais, le 2° de l'article 700 du CPC rappelle la faculté pour le juge d'allouer à l'avocat de la partie bénéficiaire de l'aide juridictionnelle qui gagne son procès une indemnité sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 (modèle de dispositif de condamnation sur le fondement de l'article 37)

La demande d'indemnité, dite de l'article 37, pourra donc être sollicitée sur le fondement du 2° de l'article 700 du CPC.

Par ailleurs, cette demande peut être présentée concurrentement à la demande d'indemnité sur le fondement du 1° de l'article 700 chaque fois que le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a exposé des frais qui ne relèvent, compte tenu de leur nature, ni des dépens pris en charge au titre de l'AJ, ni de l'article 37.

Les deux demandes doivent être distinctes.

b) – Article 37 et honoraires en cas de retour à meilleure fortune

L'indemnité allouée sur le fondement de l'article 37 n'est pas exclusive des honoraires que l'avocat peut demander à son client sur le fondement de l'article 36 de la loi du 10 juillet 1991 lorsque la décision passée en force de chose jugée rendue au profit du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a procuré à celui-ci des ressources telles que, si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci ne lui aurait pas été accordée.

Il ne peut s'agir que de l'honoraire de résultat, les diligences de l'avocat étant rémunérées au moyen de l'indemnité allouée par le juge sur le fondement de l'article 37.

Il est rappelé que cet honoraire de résultat doit faire obligatoirement l'objet d'un accord préalable avec le client (par ex. convention d'honoraires) et ne peut être demandé qu'après retrait de l'aide juridictionnelle prononcé par le Bureau d'Aide Juridictionnelle.

➤ **Report de la délivrance de l'AFM**

Lorsque le juge fait droit à la demande d'indemnité présentée au titre de l'article 37, le greffe ou le secrétaire de la juridiction ne délivre plus l'AFM que sur demande de l'avocat, adressée au plus tard à l'issue du délai de douze mois suivant le jour où la décision est passée en force de chose jugée.

2 – Mise en œuvre du dispositif

a) – Obligation de prendre des conclusions spécifiques visant l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 ou l'alinéa 2 de l'art. 700 du CPC.

L'avocat doit prendre des conclusions pour formuler la demande expresse de condamnation de la partie adverse à son profit.

En annexe 5, vous trouverez un modèle de conclusions visant le 2° de l'art. 700 du CPC ou l'articles 37.

b) – Le juge n'alloue pas l'indemnité de l'article 37

Le greffier ou le secrétaire de la juridiction délivre à l'avocat une attestation de mission.

L'avocat dispose d'un délai de quatre mois à compter de la délivrance de l'attestation de mission pour renoncer à percevoir la part contributive de l'Etat et poursuivre contre la partie condamnée aux dépens et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, le recouvrement de ses émoluments tarifés.

En cas de recouvrement des ses émoluments, l'avocat avise le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction de sa renonciation à percevoir la part contributive de l'Etat (voir imprimé spécifique en annexe 1) ainsi que la CARPA dont il relève.

c) – le juge alloue l'indemnité de l'article 37

L'attestation de mission n'est délivrée à l'avocat que s'il renonce à recouvrer cette indemnité ou, en cas de recouvrement partiel, si la fraction recouvrée n'excède pas la rétribution due au titre de l'aide juridictionnelle

d) - Délai ouvert à l'avocat pour exercer l'option et recouvrer le montant de l'indemnité allouée

L'avocat dispose d'un délai de 12 mois pour recouvrer la somme allouée à son profit par le juge.

Si à l'issue de ce délai, l'avocat n'a pas demandé le versement de tout ou partie de la part contributive de l'Etat, il est réputé avoir renoncé à celle-ci.

Le point de départ du délai est inchangé. Il court à compter de la date à laquelle la décision faisant droit à la demande présentée sur le fondement de l'article 37 est passée en force de chose jugée.

e) - Modalités de renonciation par l'avocat à percevoir la contribution au titre de l'AJ

Lorsque l'avocat recouvre l'indemnité allouée par le juge au titre de l'article 37, il en avise sans délai le greffier ou le secrétaire de la juridiction qui a rendu la décision et la CARPA dont il relève à l'aide de l'imprimé joint en annexe.

Ledit imprimé de renonciation doit être accompagné d'une copie de la décision allouant l'indemnité de l'article 37 et de la décision d'admission à l'aide juridictionnelle.

3 – Renonciation par l'avocat au recouvrement de la somme allouée ou recouvrement partiel de cette somme

L'avocat peut renoncer au recouvrement de la somme allouée et solliciter la délivrance d'une AFM dans quatre hypothèses :

- en cas de renonciation à recouvrer la somme allouée par le juge dans le délai de 12 mois à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée,
- en cas de renonciation à recouvrer l'indemnité lorsque la décision allouant cette indemnité fait l'objet d'un recours,
- en cas de réformation ou annulation, à l'issue du recours, de la décision allouant l'indemnité
- la fraction recouvrée de l'indemnité allouée n'excède pas la part contributive de l'Etat.

En dehors de ces hypothèses, aucune AFM ne peut être délivrée.

a) – Délivrance de l'AFM

La demande de l'AFM est adressée par l'avocat au greffe ou au secrétaire de la juridiction ayant rendu la décision au moyen d'un imprimé spécifique (voir annexe 2).

Lorsque l'avocat renonce à recouvrer la somme allouée par le juge, la demande d'attestation de mission doit être accompagnée de la copie de la notification de la décision rendue sur le fondement de l'article 37. Si cette demande intervient après l'écoulement d'un délai de 12 mois, à compter de la date à laquelle la décision est devenue définitive (pénal) ou est passée en force de chose jugée (civil), l'AFM ne peut être délivrée.

- Lorsque la décision rendue est frappée de recours, la demande d'AFM indique la date de ce recours,
- Lorsqu'à l'issue du recours, la décision est réformée ou annulée, la demande d'attestation doit être accompagnée d'une copie de la décision,

En cas de recouvrement partiel de la somme allouée, la demande d'AFM indique le montant des sommes recouvrées.

La renonciation à recouvrer l'indemnité de l'article 37 doit être mentionnée par le greffier sur l'AFM et il mentionne également, le cas échéant, le montant de la fraction éventuellement recouvrée.

b) – Paiement de l'avocat par la CARPA

La rétribution finale due à l'avocat est versée par la CARPA après remise à cette dernière de la décision du Bureau d'Aide Juridictionnelle le désignant et de l'AFM après déduction :

- des provisions versées par le client,
- des sommes recouvrées sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 (désormais 2° de l'art. 700 du CPC) et mentionnées sur l'attestation de mission délivrée par le greffe ou le secrétariat de la juridiction.

Dépens à la charge du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle

Dès qu'une partie à l'instance bénéficie de l'aide juridictionnelle, la répartition de la charge des dépens n'est plus régie par les seules dispositions du CPC, mais doit respecter les conditions définies par les dispositions relatives à l'aide juridique.

Ainsi, l'article 123 est modifié et deux articles 123-1 et 123-2 sont créés pour encadrer la faculté ouverte aux parties par le CPC de mettre les dépens à la charge du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.

Il est précisé ainsi que la partie condamnée aux dépens qui ne bénéficie pas elle-même de l'AJ est tenue, sauf dispense totale ou partielle accordée par le juge, de rembourser le Trésor, dans la proportion des dépens mis à sa charge, les sommes avancées par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle. La partie tenue aux dépens dans les cas prévus par la loi est assimilée à la partie condamnée aux dépens.

De plus, en cas de désistement mettant fin à l'instance, les dépens ne peuvent être mis à la charge du défendeur bénéficiaire de l'AJ. Toute stipulation contraire est réputée non écrite.

L'accord des parties tendant à mettre fin à une instance les opposant ne peut mettre à la charge de la partie bénéficiaire de l'AJ plus de la moitié des dépens de cette instance. Il en est de même de la convention des époux en cas de divorce par consentement mutuel

*Art 42 de la loi du 10 juillet 1991.
Art 123 du décret du 19 décembre 1991.
Décret du 15 mars 2011.*

Est-il possible de faire désigner deux Avocats au titre de l'Aide Juridictionnelle, l'un plaident et l'autre postulant ?

Non ! L'Aide Juridictionnelle a un caractère indemnitaire, sans distinction des frais de postulation et des honoraires. Il n'est donc pas possible de plaider hors du ressort de son TGI au titre de l'AJ, sauf à le faire gratuitement, puisque l'Avocat désigné au titre de l'Aide Juridictionnelle sera l'Avocat postulant.

Mais dans les procédures sans représentation obligatoire, l'avocat peut intervenir au titre de l'AJ hors du ressort de son T.G.I sans que cependant ses frais de déplacement soient couverts.

Droits de Plaidoirie

L'article 41 du projet de la loi de finances pour 2011 modifie le premier alinéa de l'article 40 de la loi du 10 juillet 1991 dont la nouvelle rédaction sera la suivante :

*« L'aide juridictionnelle concerne tous les frais afférents aux instances, procédures ou actes pour lesquels elle a été accordée **à l'exception des droits de plaidoirie** ».*

L'arrêté du 23 novembre 2011 n° 2011-1634 exonère du versement du droit de plaidoirie les bénéficiaires de l'aide juridictionnelle pour certaines procédures pénales, civiles et administratives dans lesquelles le bénéficiaire de l'aide totale dispose d'un bref délai pour solliciter la désignation d'office d'un avocat.

Il revalorise le droit de plaidoirie en portant son montant à 13 euros.

Sont exonérées du droit de plaidoirie les missions d'assistance et de représentation accomplies par les avocats au titre de l'aide juridictionnelle totale :

En matière pénale :

- Devant le tribunal correctionnel dans le cadre de la procédure prévue par l'article 395 du code de procédure pénale (comparution immédiate),
- Pour les mineurs devant le juge des enfants et le tribunal pour enfants pour les procédures jugées dans les conditions des articles 8, 13, 13-1 et 14-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée.

En matière civile, dans le cadre des procédures suivantes :

- Procédures prévues par les articles L 552-1 à L 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (prolongation de la rétention dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire),
- Procédures prévues par les articles L 222-1 à L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (prolongation du maintien en zone d'attente),
- Procédures prévues aux articles L 3211-12 ; L 3211-12-1 ; L 3213-5 du code de la santé publique (demande de mainlevée et contrôle de plein droit des mesures d'hospitalisations sous contrainte - *arrêté du 29 mars 2012*)

En matière administrative, dans le cadre de procédures prévues aux articles L. 512-1 (III) et R. 776-14 à R. 776-28 du code de justice administrative (recours contre certaines mesures d'éloignement lorsque l'étranger est placé en rétention administrative ou assigné à résidence)

8

L'exécution des décisions de justice

Doit-on solliciter une nouvelle décision du bureau d'Aide Juridictionnelle pour procéder à l'exécution d'une décision de justice ?

En principe, non, car les décisions du bureau d'Aide Juridictionnelle englobent l'exécution de la décision pour laquelle l'Aide Juridictionnelle a été accordée.

Toutefois cette exécution doit être poursuivie dans l'année de la décision, à défaut de quoi une nouvelle décision d'AJ sera nécessaire.

Art. 11 de la loi du 10 juillet 1991

L'huissier de justice désigné peut-il imputer sur les sommes qu'il recouvre le coût de ses actes ?

Tout dépend des circonstances.

L'art 37 de la loi prévoit en effet que l'huissier de justice peut renoncer à percevoir l'indemnité due par l'Etat et poursuivre à titre personnel le recouvrement du montant de ses actes d'exécution.

Cependant, ce recouvrement ne doit pas se faire au détriment du bénéficiaire de l'Aide Juridictionnelle, l'huissier ne pouvant recouvrer ses frais d'acte que lorsqu'il a obtenu l'exécution intégrale de la décision.

Exemple :

Un huissier est chargé de recouvrer au titre de l'Aide Juridictionnelle la somme de 5 000€. Le montant de ses actes d'exécution s'élève à la somme de 1 000€. Une saisie pratiquée sur les comptes bancaires du débiteur révèle un disponible supérieur à 6 000€. Dans ce cas, l'huissier peut renoncer à l'AJ et poursuivre directement à l'encontre du débiteur le recouvrement de ses frais.

Par contre, si le compte révèle un disponible inférieur à 6 000€ qui ne permet donc pas de désintéresser intégralement le créancier pour le cas où l'huissier de justice retiendrait sur la somme saisie le coût de ses actes, celui ci ne peut faire jouer l'article 37 de la loi.

Circulaire de la Chancellerie du 16 décembre 1994

9

Le retrait de l'Aide Juridictionnelle

Est-il possible de retirer à un justiciable le bénéfice de l'Aide Juridictionnelle ?

Oui, le bénéfice de l'Aide Juridictionnelle est révocable à tout moment de la procédure et même à l'issue de celle-ci.

Dans quels cas ?

L'article 50 de la loi du 10 juillet 1991, dans sa rédaction issue de l'article 74 de la loi de finances pour 2011, a supprimé la faculté de rejeter la demande de retrait.

Dorénavant, le retrait est **obligatoire** dans les quatre situations suivantes :

- a- déclarations inexactes ou production de pièces fausses,
- b- action jugée dilatoire ou abusive,
- c- retour à meilleure fortune,
- d- ressources provenant du jugement.

Il est total dans les deux premiers cas ; total ou partiel pour les deux autres.

L'article 71 du décret du 19 décembre 1991 confirme la compétence du BAJ qui a prononcé l'admission pour retirer le bénéfice de l'aide, en tout ou partie, dans les cas de retour à meilleure fortune (en cours d'instance ou par l'effet de la décision de justice) et pour le cas de retrait pour fraude dans l'obtention du droit à l'aide juridictionnelle.

A contrario, si la procédure engagée par le demandeur bénéficiant de l'aide juridictionnelle a été jugée dilatoire ou abusive, la juridiction saisie prononce le retrait total de l'aide juridictionnelle.

Il s'agit d'une compétence exclusive et liée. Dès lors qu'elle déclare abusive ou dilatoire la procédure, la juridiction doit prononcer le retrait de l'aide.

Le retrait pour procédure abusive ou dilatoire est sans incidence sur la rétribution de l'avocat : l'attestation de mission sera délivrée par le greffe à l'achèvement de la mission et pourra être réglée par la CARPA.

Décret du 15 mars 2011

Est-il possible de renoncer au bénéfice de l'AJ ?

En principe, en droit français, on peut toujours renoncer au bénéfice d'un droit.

L'article 19 du décret n° 2005/790 du 12.07.2005 prévoit expressément la possibilité pour le client de renoncer au bénéfice de l'aide juridictionnelle sous réserve que le client soit auparavant informé par son avocat des conséquences de cette renonciation (l'ex-bénéficiaire de l'AJ devra rembourser la totalité des sommes versées par l'Etat dans les limites fixées par la décision de retrait -huissiers, expertises...-).

En conséquence de cette renonciation, le BAJ prononcera le retrait de l'AJ (art. 51 de la loi du 10 juillet 1991).

Par qui l'avocat est-il payé dans le cas du retrait de l'Aide Juridictionnelle ?

Puisqu'il y a retrait de l'Aide Juridictionnelle, l'Avocat intervenu à ce titre ne peut bien évidemment plus se faire payer par l'Etat. Il doit donc réclamer des honoraires à son client, avec les difficultés que l'on peut envisager lorsque celui-ci a perdu son procès ou qu'il a sciemment fourni des renseignements inexacts.

Il est conseillé de prévoir une convention d'honoraires préalable qui ne sera exécutée qu'en cas de retrait de l'AJ.

Si une provision a été versée à la demande de l'Avocat par la CARPA, l'Avocat doit la restituer.

Voir annexe 2

10

Le calcul de l'honoraire en matière d'AJ partielle

Le Principe

Cet honoraire est librement négocié et il doit tenir compte du taux de participation de l'Etat et de la situation de fortune du client.

LORS DE LA DISCUSSION DE LA LOI, LA POSSIBILITÉ POUR L'AVOCAT D'OBTENIR UN HONORAIRE DE LA PART DU CLIENT A ÉTÉ CONSENTIE EN CONTREPARTIE DE L'ASSURANCE QUE LA PROFESSION MODÉRERAIT SES HONORAIRES.

Il en résulte donc que l'honoraire de l'Avocat intervenant à l'AJ ne peut pas être calculé en faisant simplement la différence entre l'honoraire habituellement pratiqué par l'Avocat et le montant de la participation de l'Etat.

La pratique

Pour calculer l'honoraire, il paraît évident de connaître le montant de la participation de l'Etat. Il suffit de multiplier le nombre d'UV accordé par le taux de participation de l'Etat, puis par le montant de l'UV accordé en matière d'AJ partielle.

Il convient d'effectuer le même calcul pour tous les incidents de procédure aboutissant à une augmentation de la rémunération (ou du moins de les prévoir dans la convention).

ENSUITE IL FAUT CALCULER LE MONTANT DE L'HONORAIRE RESTANT DÛ PAR LE CLIENT EN TENANT COMPTE D'UNE NÉCESSAIRE MODÉRATION.

*Voir annexe n° 7: Montant des UV
Voir annexe n° 8 : Tableau des indemnisations*

Convention d'honoraires

Elle est obligatoire en matière d'aide juridictionnelle partielle. Elle doit être préalable et soumise au Bâtonnier dans les 15 jours de sa signature (art. 35 de la loi du 10 juillet 1991 et art. 99 du décret du 19 décembre 1991).

En cas de désaccord entre l'avocat et son client, le Bâtonnier arbitre comme en matière de taxe d'honoraires.

11

Le paiement

Quand le paiement peut-il intervenir ?

L'Avocat ne peut obtenir le paiement de son indemnité qu'à réception de l'attestation de fin de mission, c'est-à-dire lorsque la décision a été rendue.

Application de l'article 37 (ou 2° de l'art. 700 du CPC) et délai de paiement

Le dispositif de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 permet, en toute matière, à l'avocat intervenant au titre de l'aide juridictionnelle de demander à la juridiction la condamnation de la partie tenue aux dépens ou perdante et ne bénéficiant pas de cette aide à lui verser une indemnité aux lieu et place de la rétribution de l'Etat. Si le juge accepte cette demande, il fixe le montant de l'indemnité, celle-ci devant correspondre aux honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide.

Si le juge fait droit à cette demande, l'avocat dispose d'un délai de 12 mois à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée pour recouvrer la somme qui lui a été allouée.

S'il recouvre cette somme, il renonce à percevoir la part contributive de l'Etat.

Si, à l'issue du délai de 12 mois, l'avocat n'a pas demandé le versement de tout ou partie de la part contributive de l'Etat (c'est-à-dire s'il n'a pas sollicité l'AFM), il est réputé avoir renoncé à celle-ci.

En pratique, lorsque l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a recouvré la somme allouée sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, il en avise sans délai le greffier ou le secrétaire de la juridiction qui a rendu la décision ainsi que la CARPA.

Lorsque l'avocat renonce à recouvrer cette somme ou si la fraction n'excède pas la part contributive de l'Etat, il doit demander au greffe ou au secrétaire de la juridiction, la délivrance d'une attestation de mission dans le délai de 12 mois mentionné au 3^{ème} alinéa de l'art. 37 susvisé. Cette attestation indique le montant des sommes éventuellement recouvrées.

(Art. 37 al. 3 de la loi du 10 juillet 1991)
(Art. 108 du décret du 19 décembre 1991)
(Note Ministère de la Justice du 28.01.2014)
(art. 128 de la loi de finances pour 2014)
(décret du 29.12.2013 n° 2013-1280)

Pluralité des parties

L'article 109 relatif à la contribution due par l'Etat à l'avocat qui assiste plusieurs parties dans le même litige s'applique dorénavant en toute matière, y compris au pénal pour les mis en cause.

Si l'avocat choisi ou désigné assiste plusieurs personnes dans une procédure reposant sur les mêmes faits en matière pénale ou dans un litige reposant sur les mêmes faits et comportant des prétentions ayant un objet similaire dans les autres matières, la contribution de l'Etat est réduite de 30 % pour la 2^{ème} partie, de 40 % pour la 3^{ème} partie, de 50 % pour la 4^{ème} partie et de 60 % pour la 5^{ème} partie et les suivantes s'il y a lieu.

A compter du 18 mars 2011, la compétence est attribuée au greffe (et non plus au magistrat) pour faire application de l'article 109.

L'attestation de mission délivrée par le greffe mentionnera le pourcentage de réduction (ce n'est plus une ordonnance de minoration).

Prescription

L'article 1^{er} de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée, relative à la prescription des créances sur l'Etat, les Départements, les Communes et établissements publics, dispose que sont prescrites, au profit de l'Etat, toutes les créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

S'agissant de déterminer le point de départ du délai de la déchéance quadriennale, il résulte de l'article 104 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, *que le paiement aux avocats de la contribution due par l'Etat est effectué sur justification de la désignation au titre de l'aide et sur production de l'attestation de fin de mission délivrée par le greffe.*

La prescription court donc à partir du 1^{er} janvier suivant la date de délivrance de l'attestation de mission (1^{er} janvier n).

12

Succession d'avocats au titre de l'Aide Juridictionnelle

RETRIBUTION

Lorsqu'un avocat désigné ou choisi au titre de l'aide juridictionnelle est, en cours de procédure, remplacé au même titre pour raison légitime par un autre avocat, la contribution de l'Etat est partagée entre eux dans la proportion qu'ils décident ; à défaut d'accord, dans la proportion fixée par le Bâtonnier. Dans le cas où les avocats n'appartiennent pas au même Barreau, la décision est prise conjointement par les Bâtonniers des Barreaux intéressés.

(article 103 du décret du 19 décembre 1991)

L'article 19 du décret 2005-790 du 12 juillet 2005 prévoit que l'avocat qui succède à un confrère intervenant au titre de l'aide juridictionnelle ne peut réclamer des honoraires que si son client a expressément renoncé au bénéfice de celle-ci. Il informe auparavant son client des conséquences de cette renonciation. En outre, il informe de son intervention son confrère précédemment mandaté, le Bureau d'Aide Juridictionnelle et le Bâtonnier.

Les difficultés relatives à la rémunération de l'avocat initialement saisi ou à la restitution par ce dernier des pièces du dossier sont soumises au Bâtonnier.

Art. 19 al. 3 du décret du 12 juillet 2005

Annexe 1

Convention d'honoraires en matière d'Aide Juridictionnelle partielle

ENTRE :

M...

Demeurant à :

d'une part

ET

Me ...

Avocat au Barreau de Montpellier

d'autre part

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue dans le cadre des articles 35 et suivants de la loi du 10/07/91, qui prévoient qu'en cas d'aide juridictionnelle partielle, l'avocat a droit, de la part du bénéficiaire, à un honoraire complémentaire librement négocié,

Vu, également, les articles 98 et suivants du décret 91-1286 du 19/12/1991 ;

il est convenu et arrêté ce qui suit :

M... a confié la défense de ses intérêts à **Me ...**,

Dans l'instance l'opposant à ...

Portant sur une procédure de ... devant le ... (juridiction)

2 - AIDE JURIDICTIONNELLE

M... a sollicité le bénéfice de l'aide juridictionnelle, qui lui a été accordée dans la proportion de ... % de l'indemnité versée par l'Etat en cas d'aide juridictionnelle totale, suivant décision du bureau d'aide judiciaire de, en date du ..., annexée à la présente convention.

3 - HONORAIRE DE DILIGENCE

Le montant du complément d'honoraires rémunérant les prestations de **Me ...**, dans le cadre de cette procédure est fixé à ... € HT (+ TVA à 20 %) soit : ... € Toutes Taxes Comprises. Ce tarif s'applique à une procédure se déroulant normalement.

Si des événements tels que ceux entraînant des majorations de l'aide juridictionnelle, se produisent (départage, expertise, enquête sociale, incidents donnant lieu à discussion et décision d'un magistrat notamment), un supplément forfaitaire sera dû, qui sera fixé à ... € + TVA (20 %), soit ... € TTC par incident et plaidoirie ainsi occasionné.

Ces honoraires seront payables de la façon suivante :

Une provision a déjà été réglée pour ... €. En conséquence sera versé :

ce jour, ... €

le ...

€

le ...

€

le ...

€

M... autorise **Me ...** à produire dans le cadre de la procédure, la présente convention.

M... s'engage, en outre, à régler à **Me ...** tous les frais et débours de procédure non couverts par l'aide juridictionnelle partielle, au fur et à mesure de ses demandes.

4 - HONORAIRE DE RESULTAT

Il est précisé, conformément à l'art 36 de la loi du 10/07/1991, que « lorsque la condamnation en principal et intérêts prononcée au profit du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, a procuré à celui-ci des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci ne lui aurait pas été accordée, l'avocat peut demander des honoraires à son client, **après décision de retrait de l'aide juridictionnelle par le bureau d'aide juridictionnelle** ».

Il est d'ores et déjà convenu que cet honoraire de résultat supplémentaire sera de ... € TTC (ou %) des sommes obtenues grâce à l'intervention de **Me ...**. Cet honoraire de résultat ne sera réglé qu'après que la décision soit passée en force de chose jugée et retrait de l'aide juridictionnelle initialement accordée par le BAJ.

Il est également convenu qu'en cas d'application de l'art. 36 ou de l'art. 50 de la loi du 10/07/1991, **M...** verserait à **Me ...** un honoraire supplémentaire de diligences de ... € TTC (TVA à 20 %), immédiatement exigible.

En cas de succession d'avocat, l'honoraire de résultat sera maintenu en fonction des diligences accomplies.

En cas d'exercice d'une voie de recours, le montant des honoraires de résultat (dont le taux sera maintenu) restera consigné sur le compte CARPA REGLEMENTS jusqu'à décision irrévocable et retrait de l'AJ initialement accordée par le BAJ.

En cas d'honoraire de résultat, M... s'engage à autoriser Me ... à prélever, sur le compte CARPA, la somme correspondant à l'application de l'art 5 de la présente convention.

5 - RAPPEL DE L'ART 50 DE LA LOI DU 10/07/91

Art 50 : « Sans préjudice des sanctions pénales éventuellement encourues, le bénéfice de l'aide juridictionnelle est retiré, même après l'instance ou l'accomplissement des actes pour lesquels il a été accordé, si ce bénéfice a été obtenu à la suite de déclarations ou au vu de pièces inexactes. Il peut être retiré, en tout ou en partie, dans les cas suivants :

- 1° - s'il survient au bénéficiaire, pendant cette instance ou l'accomplissement de ces actes, des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci n'aurait pas été accordée;
- 2° - lorsque la décision passée en force de chose jugée a procuré au bénéficiaire des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci ne lui aurait pas été accordée;
- 3° - lorsque la procédure engagée par le demandeur bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a été jugée dilatoire ou abusive ».

6 - CONTESTATIONS

En cas d'aide juridictionnelle partielle, à défaut d'accord sur le montant de l'honoraire complémentaire entre le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle et l'avocat, le Bâtonnier se prononce selon les formes prévues pour la contestation des honoraires des avocats.

La convention écrite qui fixe l'honoraire est communiquée dans les 15 jours de sa signature au Bâtonnier qui fait connaître son avis à l'avocat et au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle dans un délai fixé par le Règlement Intérieur du Barreau.

Les contestations relatives à la convention sont réglées dans les conditions et formes prévues pour la contestation des honoraires des avocats par les articles 174 et suivants du décret du 27 novembre 1991.

(art. 99 du décret du 19 décembre 1991)

7 - MEDIATION

Le client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 152-1 du Code de la Consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, d'avoir recours à un médiateur de la consommation (Monsieur le Bâtonnier Jérôme HERCE – 22 rue de Londres – 75009 PARIS)

Il est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'avocat par une réclamation écrite.

Fait en 3 exemplaires, à Montpellier,

l'un de ces exemplaires étant transmis à Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats pour homologation, dans les quinze jours suivant signature de cet acte.

Le

Le client

L'avocat

Annexe 2

Convention d'honoraires éventuels (A.J. Totale)

ENTRE :

M...

Demeurant à :

d'une part

ET

Me ...

Avocat au Barreau de Montpellier

d'autre part

1 - OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu et arrêté ce qui suit : **M...** a confié la défense de ses intérêts à **Me ...**,
Dans l'instance l'opposant à ...
Portant sur une procédure de ...

2 - CAS D'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention est conclue dans l'éventualité de l'application des articles 36 et 50 et suivants de la loi du 10/07/91, prévoyant les cas de retrait de l'aide juridictionnelle, ainsi qu'il suit :

Art 36 : « Lorsque la décision passée en force de chose jugée rendue au profit du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a procuré à celui-ci des ressources telles que, si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci ne lui aurait pas été accordée, l'avocat désigné peut demander des honoraires à son client après que le bureau d'aide juridictionnelle a prononcé le retrait de l'aide juridictionnelle ».

Art 50 : « Sans préjudice des sanctions pénales éventuellement encourues, le bénéfice de l'aide juridictionnelle est retiré, même après l'instance ou l'accomplissement des actes pour lesquels il a été accordé, si ce bénéfice a été obtenu à la suite de déclarations ou au vu de pièces inexactes. Il peut être retiré, en tout ou en partie, dans les cas suivants :

1° - s'il survient au bénéficiaire, pendant cette instance ou l'accomplissement de ces actes, des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci n'aurait pas été accordée;
2° - lorsque la décision passée en force de chose jugée a procuré au bénéficiaire des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'aide juridictionnelle, celle-ci ne lui aurait pas été accordée;
3° - lorsque la procédure engagée par le demandeur bénéficiaire de l'aide juridictionnelle a été jugée dilatoire ou abusive »

La présente convention s'appliquera également en cas de renonciation au bénéfice de l'A.J. par son bénéficiaire.

3 - AIDE JURIDICTIONNELLE ACCORDEE (OU SOLLICITEE)

M..... a sollicité le bénéfice de l'aide juridictionnelle, qui lui a été accordée en totalité, suivant décision du bureau d'aide judiciaire de, en date du ..., annexée à la présente convention.

4 - HONORAIRES DE DILIGENCES EN CAS DE RETRAIT

Le montant de l'honoraire rémunérant les prestations de **Me ...**, pour ses diligences, dans le cadre de cette procédure est fixé, en cas de retrait de l'aide juridictionnelle, à ... € HT (+TVA à 20 %) soit : ... €.

M... s'engage à régler tous les frais et débours de procédure et de dossier à **Me ...** au fur et à mesure de ses demandes, après cet éventuel retrait.

Ce tarif s'applique à une procédure se déroulant normalement.

Si des événements tels que ceux entraînant des majorations de l'aide juridictionnelle totale, lorsqu'elle est attribuée, se produisent (expertise, enquête sociale, départage prud'homal, incidents donnant lieu à discussion et décision d'un magistrat notamment), un supplément forfaitaire sera dû, qui sera fixé à ... € + TVA (20%), soit ... € TTC par événement ainsi occasionné.

5 - HONORAIRES DE RESULTAT

Il est par ailleurs d'ores et déjà convenu qu'en plus de cet honoraire de diligences, un honoraire de résultat égal à ... € TTC (ou %) des sommes obtenues grâce à l'intervention de Me ... , lui sera réglé après que la décision soit passée en force de chose jugée et retrait de l'AJ initialement accordée par le BAJ, et éventuel règlement des sommes dues par l'adversaire.

6 - REGLEMENT DE L'HONORAIRE

Ces honoraires seront payables dès la décision de retrait, au besoin en plusieurs mensualités, si l'adversaire n'a effectué aucun règlement.

Me ... est autorisé, par la présente convention à ne pas se dessaisir des sommes portées en CARPA, (Caisse Autonome de Règlements Pécuniaires des Avocats) pour le compte de celui qui bénéficiait jusqu'alors de l'aide juridictionnelle, dès le dépôt de la demande de retrait, dans la limite des sommes qui pourraient être dues, tel qu'il est prévu par l'art 52 de la loi du 10/07/1991 : « Le retrait de l'aide juridictionnelle rend immédiatement exigibles, dans les limites fixées par la décision de retrait, les droits, redevances, honoraires, émoluments, consignations et avances de toute nature, dont le bénéficiaire avait été dispensé. Il emporte obligation pour le bénéficiaire de restituer les sommes versées par l'Etat. »

Il est également autorisé, par la présente convention, à prélever les sommes ainsi dues sur ce compte CARPA. En cas d'appel, il est autorisé à prélever l'honoraire de diligences sur les sommes versées au titre de l'exécution provisoire ou provisionnelle.

En cas de succession d'avocat, l'honoraire de résultat sera maintenu en fonction des diligences accomplies.

En cas d'exercice d'une voie de recours, le montant des honoraires de résultat (dont le taux sera maintenu) restera consigné sur le compte CARPA REGLEMENTS jusqu'à décision irrévocable et retrait de l'AJ initialement accordée par le BAJ.

En cas d'honoraire de résultat, M... s'engage à autoriser Me ... à prélever, sur le compte CARPA, la somme correspondant à l'application de l'art 5 de la présente convention.

7 - PUBLICITE DE LA PRESENTE CONVENTION

M... autorise à produire dans le cadre de la procédure, la présente convention.

8 - CONSTESTATIONS

Elles sont réglées conformément aux articles 174 et suivants du décret du 27 novembre 1991 par le Bâtonnier en première instance et le Premier Président de la Cour d'Appel en appel.

9 - MEDIATION

Le client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 152-1 du Code de la Consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, d'avoir recours à un médiateur de la consommation (Monsieur le Bâtonnier Jérôme HERCE – 22 rue de Londres – 75009 PARIS)

Il est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'avocat par une réclamation écrite.

Fait en 2 exemplaires, à Montpellier,

Le

Le client

L'avocat

Annexe 3

Barème d'Aide Juridictionnelle année 2020

Plafond AJ totale : 1 043 €

Plafond pour l'aide juridictionnelle partielle : 1 564€

ADMISSION SANS CORRECTIF

RESSOURCES EN EUROS	PART CONTRIBUTIVE ÉTAT
jusqu'à 1 043 €	100 %
De 1 044 € à 1 233 €	55 %
de 1 234 à 1 564 €	25 %

Les plafonds de ressources sont majorés d'une somme équivalente à :

- 18 % du montant du plafond pour l'aide totale, soit environ 188 € pour les deux premières personnes à charge,
- 11.37 % du même plafond, soit environ 119 € pour la troisième personne à charge et les suivantes.

Annexe 4

<p style="text-align: center;">AIDE JURIDICTIONNELLE ARTICLE 700 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE ARTICLES 37 & 75 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1991</p>

Une concertation est intervenue entre le Barreau et les magistrats de la Cour à l'issue de laquelle il convient de rappeler que :

- lorsqu'une demande est formulée sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, au profit d'un justiciable qui bénéficie de l'aide juridictionnelle totale, il est souhaitable, pour qu'il puisse être fait droit à cette demande par la juridiction devant laquelle elle est présentée, de préciser la nature et le montant des frais exposés et de produire, le cas échéant, tout document justificatif utile,
- en aucun cas, l'avocat ne pourra être bénéficiaire de cette indemnité qui revient à son client,
- par contre, les juridictions peuvent condamner la partie perdante non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle tenue aux dépens au paiement d'une somme au visa des articles 37 et 75 de la loi du 10 juillet 1991 (ou 2° art. 700 du CPC), dont l'avocat pourra poursuivre personnellement le recouvrement à son profit en renonçant à la part contributive de l'Etat.

Les juridictions ont été sensibilisées à cette possibilité et vous trouverez ci-après le modèle de dispositif de conclusions à utiliser.

Il est rappelé que l'avocat dispose d'un délai de 12 mois, à compter du jour où la décision est passée en force chose jugée, lorsqu'il bénéficie d'une décision rendue au visa de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, pour tenter de recouvrer la somme qu'il lui a été allouée.

S'il recouvre cette somme, il renonce à percevoir la part contributive de l'Etat et s'il n'en recouvre qu'une partie la fraction recouvrée vient en déduction de la part contributive de l'Etat.

Attention, si à l'issue des 12 mois l'avocat n'a pas demandé le versement de tout ou partie de la part contributive de l'Etat, il est réputé avoir renoncé à celle-ci.

Précisons enfin que ces dispositions n'ont rien à voir avec celles qui concernent uniquement la postulation devant le Tribunal de Grande Instance aux termes desquelles il est possible de renoncer à percevoir la part contributive de l'Etat et poursuivre contre la partie condamnée aux dépens, et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, le recouvrement de son état de frais.

Modèle de dispositif de condamnation sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991

Attendu que M..... est bénéficiaire de l'aide juridictionnelle totale (ou partielle) par décision en date du et que la contribution de l'Etat à la rétribution de son avocat est fixée suivant le barème de rétribution prévu à l'article 90 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 sur la base de..... unités de valeurs, soit un montant moyen de€ HT,

Que son Conseil, Me..... indique vouloir renoncer à percevoir la contribution de l'Etat et sollicite à cet effet la condamnation de M..... à lui payer la somme de€ HT sur le fondement de l'article 37 de la loi susvisée,

Qu'en égard à sa situation économique, M..... partie perdante et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle est en mesure de faire face aux frais et honoraires non compris dans les dépens que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide et qui peuvent être évalués à €

En conséquence, condamne M..... à payer à Me....., avocat du bénéficiaire de l'aide, la somme de.....€,

Rappelle qu'en application de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, Me..... dispose d'un délai de 12 mois à compter du jour où la présente décision est passée en force de chose jugée pour demander le versement de tout ou partie de la part contributive de l'Etat ; à défaut, il est réputé avoir renoncé à celle-ci.

N.B. : Cette demande n'est pas exclusive d'une demande au profit du client d'une indemnité sur le fondement des articles 700 du Nouveau Code de Procédure Civile et 75 de la loi du 10 juillet 1991 qu'il est souhaitable de motiver en indiquant dans le corps des conclusions la nature et le montant des frais exposés par la partie bénéficiaire de l'aide juridictionnelle qui demande le bénéfice d'une indemnité article 700 avec, le cas échéant, production de tout document justificatif utile.

Annexe 5

BAREME DE RETRIBUTION DES MISSIONS D'AIDE JURIDICTIONNELLE <small>(articles 90 et 153 du décret modifié n°91-647 du 19 décembre 1991, articles 5 et 10 du décret modifié n°91-1369 du 30 décembre 1991)</small> barème en vigueur au 28 janvier 2014 (*) Le montant moyen de l'unité de valeur en 2014 est de 24,20 €.		
PROCEDURES	coefficient de base en nombre d'unités de valeur (*)	montant moyen HT(*) de la rétribution de l'avocat (hors majorations (1) ou minorations)
I.- Droits des personnes		
I.1 Divorce par consentement mutuel (2)	30	726 €
I.2 Autres cas de divorce (8)	34	823 €
I.3 Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF)	14	339 €
I.4 Autres instances devant le JAF	16	387 €
I.5 Incapacités	10	242 €
I.6 Assistance éducative	16	387 €
I.7 Autres demandes (cf. IV)		
II.- Droit social		
II.1 Prud'hommes	30	726 €
II.2 Prud'hommes avec départage	36	871 €
II.3 Référé prud'homal	16	387 €
II.4 Référé prud'homal avec départage	24	581 €
II.5 Tribunal des affaires de sécurité sociale	14	339 €
II.6 Autres demandes (cf. IV)		
III. - Baux d'habitation		
III.1. Instance au fond	21	508 €
III.2. Référé	16	387 €
IV.- Autres matières civiles		
IV.1 Tribunal de grande instance et tribunal de commerce, instance au fond (3)	26	629 €
IV.2 Autres juridictions, instance au fond	16	387 €
IV.3 Référés	8	194 €
IV.4 Matière gracieuse	8	194 €
IV.5 Requête (9)	4	97 €
IV.6 Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution	4	97 €
IV.7 Demande de réparation d'une détention provisoire (6)	6	145 €
IV. 8 Procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques (10)	4	97 €
V.- Appel		
V.1 Appel et contredit dans les procédures avec représentation obligatoire (7)	26	629 €
V.2 Appel avec référé dans les procédures avec représentation obligatoire (7)	30	726 €
V.3 Appel et contredit dans les procédures d'appel sans représentation obligatoire	20	484 €
V.4 Appel avec référé dans les procédures sans représentation obligatoire	24	581 €

VI.- Partie civile		
VI.1 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement de premier degré, à l'exception des procédures mentionnées aux VI.2 et VI.4.	8	194 €
VI.2. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1 ^{ère} à la 4 ^{ème} classe)	2	48 €
VI.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels	13	315 €
VI.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	35	847 €
VI.5. Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle	8	194 €
VI.6. Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle	18	436 €
VII.- Procédures criminelles		
VII.1. Instruction criminelle	50	1 210 €
VII.2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	50	1 210 €
VIII.- Procédures correctionnelles		
VIII.1. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché	3	73 €
VIII.2. Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2	48 €
VIII.3. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat	4	97 €
VIII.4. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE)	20	484 €
VIII.5. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI)	12	290 €
VIII.6. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le tribunal pour enfants	12	290 €
VIII.7. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction)	6	145 €
VIII.8. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	8	194 €
VIII.9. Assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité	5	121 €
IX.- Procédures contraventionnelles		
IX.1 Assistance d'un prévenu majeur devant le tribunal de police (contraventions de police de la 5 ^{ème} classe)	2	48 €
IX.2 Assistance d'un prévenu mineur devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1 ^{ère} à la 5 ^{ème} classe)	2	48 €
IX. Assistance d'un prévenu majeur protégé, devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de la 1 ^{ère} à la 5 ^{ème} classe)	2	48 €
X.-procédures d'appel et procédures devant la chambre de l'Instruction		
X.1 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels	8	194 €
X.2 Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen)	5	121 €

XI.- Procédures d'application des peines		
XI.1. Assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines, le tribunal de l'application des peines, ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines	4	97 €
XI.2. Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines de la cour d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs	4	97 €
XI.3. Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2	48 €
XII-Procédure applicable en matière de surveillance de sûreté et de rétention de sûreté		
XII.1 Assistance d'une personne devant la juridiction régionale de la rétention de sûreté ou devant la Cour de cassation	4	97 €
XII.2 Assistance d'une personne devant le juge de l'application des peines	4	97 €
XIII.- Procédures devant le juge des libertés et de la détention relatives à l'entrée et au séjour des étrangers		
XIII.1. Prolongation de la rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire	4	97 €
XIII.2. Prolongation du maintien en zone d'attente	4	97 €
XIV. - Tribunal administratif et cour administrative d'appel		
XIV.1. Affaires au fond	20	484 €
XIV.2. Référé fiscal	6	145 €
XIV.3. Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire	8	194 €
XIV.4. Autres référés et procédures spéciales de suspension	4	97 €
XIV.5. Difficulté d'exécution d'une décision	6	145 €
XIV.6. Recours dirigés contre les décisions mentionnées à l'article R. 776-1 du code de justice administrative, lorsque l'étranger est placé en rétention ou assigné à résidence	8	194 €
XIV.7. Recours dirigés contre les décisions mentionnées à l'article R. 776-1 du code de justice administrative, lorsque l'étranger n'est pas placé en rétention ou assigné à résidence	16	387 €
XV.- Cour nationale du droit d'asile		
XV.1 - Procédures en audiences publiques	16	387 €
XV.2 Autres procédures	4	97 €
XVI.- Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions et les autres juridictions administratives, sauf le Conseil d'Etat		
XVI.1 Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions	20	484 €
XVI.2 Autres juridictions administratives	14	339 €
XVII.- Commissions administratives		
XVII.1. Commissions d'expulsion des étrangers	6	145 €
XVII.2. Commission de séjour des étrangers	6	145 €
XVIII. - Auditon de l'enfant en justice		
	3	73 €
XIX.- Procédure de révision		
XIX.1- Assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision	7	169 €
XIX.2- Assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision	10	242 €
XIX.3- Assistance ou représentation de la partie civile devant la cour	7	169 €

<i>XX.- Réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme-Assistance ou représentation d'un condamné devant la commission de la Cour de cassation</i>	17	411 €
--	----	-------

(1) pour les majorations applicables, il convient de se reporter à l'article 90 du décret

(2) dans le cas où les deux époux ont l'AJ et le même avocat le nombre d'UV est de 50 (soit 1210 €)

(3) ainsi qu'en cas de renvoi à la formation collégiale (art. L.311-12-2 du COJ)

(6) Ce coefficient est porté à 8 lorsque l'avocat intervenant au cours de la procédure de demande de réparation n'est pas l'avocat qui est intervenu au cours de la procédure pénale clôturée par la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement

(7) Ces coefficients sont applicables aux procédures introduites devant la cour d'appel à compter du 1er janvier 2012.

Pour les procédures en cours devant la cour d'appel au 1er janvier 2012, la rétribution de l'avocat est fixée à 14 UV et 18 UV ; elle peut être majorée en fonction des diligences accomplies par l'avocat

- de 8 UV dans le cas où l'avocat reprend les fonctions de postulation et que seule la déclaration d'appel ou la constitution d'intimé a été déposée par l'avoué dessaisi au 31 décembre 2011 ;

- de 3 UV dans le cas où l'avocat reprend les fonctions de postulation et que les premières conclusions ont été déposées par l'avoué dessaisi au 31 décembre 2011

Il en est de même pour les avocats exerçant les attributions de l'avoué en Alsace Moselle, dans les DOM, à Saint Barthélemy, Saint Martin, Saint Pierre et Miquelon, et en Polynésie.

(8) Ce coefficient est porté à 36 UV en cas de projet d'acte notarié de liquidation du régime matrimonial homologué par le JAF lors du prononcé du divorce

(9) y compris l'ouverture d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial sur requête ou saisine d'office du juge.

(10) Y compris en appel devant le premier président

Annexe 6

Montant de l'UV 2020 :

Barreau de Montpellier : 32.00 € HT

Pour l'aide juridictionnelle partielle, il convient de multiplier le nombre d'UV par la valeur de l'UV et d'appliquer le pourcentage correspondant.

TVA APPLICABLE

A compter du 1^{er} janvier 2014, le taux de TVA applicable en matière d'aide juridictionnelle partielle est de 20 %.